



Communiqué de presse

Pour diffusion immédiate

## Crise du logement et itinérance doivent être des priorités du gouvernement Trudeau

**Ottawa, le 10 décembre 2019** – Quelques jours après la reprise des travaux parlementaires, plus de 200 membres du Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU) et du Réseau SOLIDARITÉ itinérance du Québec (RSIQ) de l'Outaouais, de Montréal et de la Montérégie ont manifesté à Ottawa cet après-midi. Ils demandent au gouvernement de Justin Trudeau et aux partis d'opposition de faire de la crise du logement et de l'itinérance qui sévissent au Québec et dans le reste du Canada des vraies priorités. Les deux regroupements réclament de nouveaux investissements dans le budget que le gouvernement minoritaire doit négocier avec les partis d'opposition.

Alors que les campements de personnes en situation d'itinérance, comme celui derrière la station Bayview à Ottawa, se multiplient à travers le Canada, et que les refuges débordent dans plusieurs villes du Québec, le FRAPRU et le RSIQ s'inquiètent de l'aggravation rapide des problèmes de logement et d'itinérance visible et cachée qu'entraîne la pénurie de logements locatifs. Déjà, lors du dernier recensement de 2016, 1,2 million de ménages locataires du Canada, dont 244 120 du Québec, avaient des besoins impérieux de logement, parce qu'ils vivaient dans un logement trop cher, trop petit ou insalubre. À travers le pays, les banques alimentaires constatent une hausse de la fréquentation, imputée à la cherté du coût des logements.

« La spéculation immobilière et la rareté de logements locatifs contribuent à la hausse brutale du coût des loyers chassent déjà de nombreux locataires à faibles revenus de leurs quartiers, voire des centres-villes et forcent bien des gens à aller vivre dans un endroit inadéquat, loin des services et des réseaux d'entraide », souligne Véronique Laflamme, porte-parole du FRAPRU. « L'itinérance est de plus en plus présente et les campements de fortune se multiplient. « Alors que les ressources d'hébergement débordent, que des milliers de personnes se voient refuser l'accès aux services faute de place et que la crise du logement sévit ; il est impératif d'augmenter rapidement les financements fédéraux de lutte à l'itinérance pour apporter des réponses urgentes et pour permettre de mettre en place solutions à long terme », ajoute Laury Bacro, coordonnatrice du RSIQ. « Les besoins en logements sociaux sont criants partout » constatent les deux porte-parole.

Dans un rapport déposé en mars 2016, le Comité de l'ONU sur les droits économiques, sociaux et culturels s'inquiétait de la pénurie de logements sociaux au Canada et au Québec. Pourtant, peu a été fait depuis par le gouvernement fédéral pour remédier à la situation. « Au Québec, on a rarement vu aussi peu de logements sociaux lever de terre que dans les trois dernières années », souligne Véronique Laflamme. Selon elle, « les investissements actuels de la *Stratégie nationale sur le logement* aboutissent à des logements est hors de prix ; ils ne correspondent en rien à la capacité de payer des ménages locataires que le gouvernement dit vouloir aider ».

Laury Bacro, coordonnatrice du RSIQ, abonde dans le même sens. « Les orientations fédérales en itinérance qui tendent à imposer un système d'accès coordonné au Québec orienté vers le logement locatif privé pour les personnes en situation d'itinérance sont une impasse. On ne peut tout simplement pas les diriger vers des lieux qui n'existent pas ou qui sont inaccessibles financièrement. Il faut aussi agir dans une optique de prévention et construire des logements sociaux pour les familles et les personnes à risque d'itinérance », explique-t-elle.

À la nécessité d'augmenter le nombre de logements sociaux, s'ajoute la fin prochaine de l'aide fédérale accordée à ceux construits avant 1994 et l'état lamentable de plusieurs d'entre eux. Au Québec seulement, on estime que

420 millions \$ par an sont nécessaires pour remettre dans un état convenable les quelque 75 000 HLM. « Alors que les besoins sont si pressants, on n'a pas le luxe de perdre des logements sociaux existants », s'inquiète Véronique Laflamme.

Or, durant la campagne électorale qui a mené à sa réélection à la tête d'un gouvernement minoritaire, le Parti libéral du Canada s'est contenté d'annoncer la poursuite des objectifs de la stratégie sur le logement mise en place en 2017, sans plus.

Parmi les partis qui détiennent la balance du pouvoir, le Bloc québécois et le Nouveau parti démocratique ont, pour leur part, promis des sommes ambitieuses pour le logement social. Les deux regroupements leur demandent d'assumer leurs engagements et d'en faire un enjeu incontournable de la ronde de négociations pré budgétaire.

Le FRAPRU et le RSIQ demandent quant à eux que 2 milliards \$ par année soient réservés spécifiquement à la réalisation de nouveaux logements sociaux, en plus des fonds nécessaires pour maintenir ou remettre en état ceux déjà construits. Ils demandent à Ottawa de signer rapidement l'entente découlant de la stratégie sur le logement avec le Québec afin que celui-ci ait sa juste part des fonds fédéraux et puisse les investir rapidement dans son propre programme de logement social. Les groupent veulent également les sommes nécessaires pour lutter de façon efficace contre l'itinérance, aussi bien dans une optique de réduction que de prévention. À cette fin, ils estiment à au moins 50 millions \$ par année les fonds fédéraux qui doivent aboutir au Québec, sans imposition d'orientations.

- 30 -

**Pour informations ou demandes d'entrevues :**

Véronique Laflamme : bureau : 514 522-1010, cell. : 418-956-3403

Laury Bacro, Réseau SOLIDARITÉ Itinérance du Québec : bureau : 514 861-0202, cell. : 514 662-4733